



CONTRAT DE PARTENARIAT INSTALLATEUR « PARTENAIRE AGIR PLUS D'EDF »

Conditions d'Application de l'offre ECLAIRAGE PROS

Pour la promotion de l'éclairage sur le territoire de la Réunion à compter du
1^{er} mars 2019



Programme en faveur de la Maîtrise de la Demande d'Energie piloté par le comité MDE de La Réunion (DEAL, Région Réunion, ADEME, EDF) et financé par l'Etat.

1 CONTEXTE ET OBJET DE L'OFFRE ECLAIRAGE PROS

Le caractère électrique insulaire de la Réunion, ses contraintes géographiques, les limites de ses infrastructures portuaires et routières, imposent le recours à des solutions technologiques spécifiques, à l'origine de coûts de production d'électricité sensiblement plus élevés qu'en métropole continentale. Pour réduire ces surcoûts de production et les charges de service public de l'énergie (SPE) qui financent la péréquation tarifaire dans ces zones, la loi de finances rectificative pour 2012, en modifiant l'article L. 121-7 du code de l'énergie, a étendu le périmètre des coûts relevant des charges de SPE aux coûts supportés dans les ZNI par EDF du fait de la mise en œuvre d'actions de maîtrise de la demande d'électricité (MDE), dans la limite des surcoûts de production qu'elles permettent d'éviter.

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a recommandé à la collectivité de la Réunion de constituer avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), EDF et la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) un comité territorial consacré à la MDE. Ce Comité MDE a transmis à la CRE un dossier d'analyse des actions de MDE susceptibles d'être déployées dans le territoire. Ce dossier contient pour chaque action les éléments nécessaires à l'évaluation de la prime optimale à verser aux clients pour sa mise en œuvre ainsi que ceux qui justifient que la solution technique envisagée pour l'action de maîtrise de la demande considérée soit parmi les meilleures techniques disponibles au regard à la fois du nombre de kilowattheures évités, du coût par kilowattheure évité et de la durée de l'action envisagée.

Au regard de ce dossier la CRE a adopté un cadre territorial de compensation qui définit les actions retenues et leurs caractéristiques (nature de l'action, primes optimales, clients concernées, niveau de performance, ...). Ce cadre intègre et complète le dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) pour les actions relevant également de ce dispositif.

L'offre Eclairage pros s'inscrit dans cette démarche.

La nature et le niveau d'exigence sont la meilleure réponse aux attentes des clients soucieux d'une réalisation **de qualité**. Un éclairage de qualité doit apporter au client au moindre coût et de manière durable, le confort attendu.

L'offre Eclairage pros vise donc à satisfaire le client sur deux attentes vis-à-vis d'un éclairage de qualité :

- Le confort dans la durée grâce à des entreprises partenaires d'EDF qui par leur adhésion à la charte « Installateur Partenaire EDF » et dans le cadre de l'exercice de leur profession, se sont engagés à se conformer à des principes de qualité du service rendu au client :
 - Le respect de la réglementation professionnelle,
 - Le respect de l'environnement,
 - La qualité des produits proposés,
 - Un conseil personnalisé au client,
 - La pose des matériels d'éclairage dans les règles de l'art.
 - Des contrôles sur la qualité des installations
- Le moindre coût grâce à des matériels ou système économes en énergie et à l'attribution d'une aide à l'investissement, ci-après désignée « Prime économies d'énergie », soutien public versé par EDF permettant de prendre en charge tout ou partie du surcoût de ce type de matériel. Cette prime pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Réunion en application de la délibération CRE du 2 février 2017 portant communication relative à la méthodologie d'examen des petites actions visant la maîtrise de la demande portant sur les consommations d'électricité dans les zones non interconnectées intègre et complète la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie.

L'offre Eclairage pros s'appuie sur les actions du cadre territorial de compensation suivantes actées par la CRE dans sa délibération du 17 janvier 2019 portant décision relative aux cadres territoriaux de compensation pour les petites actions de MDE en Corse, Guadeloupe, Guyane, Martinique, à Mayotte et à la Réunion :

- Réunion/ Entreprises/ BAT - Lampe à LED de classe A+
- Réunion/ Entreprises/ BAT - Luminaire LED (surfaces commerciales)
- Réunion/ Entreprises/ BAT - Tubes à LED à éclairage hémisphérique
- Réunion/ Entreprises/ BAT - Luminaires d'éclairage général à modules LED
- Réunion/ Entreprises/ BAT - Luminaires à modules LED pour l'éclairage d'accentuation

Les présentes Conditions d'Application ont pour objet de définir les conditions du partenariat entre EDF et l'Entreprise Partenaire Agir Plus d'EDF (ci-après l' « Entreprise ») pour l'offre Eclairage pros.

2 SYNTHÈSE DE L'OFFRE ÉCLAIRAGE PROS AGIR PLUS D'EDF

Peut bénéficier de l'offre Eclairage Pros, tout client de l'Entreprise ayant acquis et fait poser des lampes et/ou luminaire LED selon les conditions d'éligibilité définies dans ce document.

Terminologie :

- EC : le terme générique pour tout équipement d'éclairage
- ECLU : l'équipement d'Eclairage est un Luminaire
- ECLA : l'équipement d'Eclairage est une Lampe
- Bâtiment existant : bâtiment pour lequel la date d'achèvement des travaux remonte à plus de 2 ans

Clients et travaux concernés :

A) Lampe à LED de classe A+

Critères	Descriptions
Type de bâtiment	<ul style="list-style-type: none">• Bâtiments tertiaires réservés à une utilisation professionnelle
Travaux concernés	Fourniture et mise en place d'une lampe à diodes électroluminescentes (LED) de classe supérieure ou égale à A+
Conditions de validation	<ul style="list-style-type: none">• Mise en place réalisée par un professionnel• Durée de vie d'au moins 40 000 heures

B) Luminaire LED (surfaces commerciales)

Critères	Descriptions
Type de bâtiment	<ul style="list-style-type: none">• Bâtiments tertiaires : commerces de surface supérieure ou égale à 400 m²
Travaux concernés	Fourniture et mise en place de luminaires à modules LED avec ou sans dispositif de gestion.
Conditions de validation	<ul style="list-style-type: none">• Mise en place réalisée par un professionnel• Durée de vie $\geq 50\,000$ heures avec une chute du flux lumineux $\leq 20\%$• Pour les luminaires d'éclairage général, l'efficacité lumineuse est ≥ 110 lm/W• Pour les luminaires d'éclairage d'accentuation et les luminaires continus asymétriques, l'efficacité lumineuse est ≥ 100 lm/W• L'efficacité lumineuse en lm/W est égale au flux lumineux total sortant du luminaire divisé par la puissance du luminaire, auxiliaire d'alimentation compris.

C) Tubes à LED à éclairage hémisphérique

Cas du tertiaire

Critères	Descriptions
Type de bâtiment	<ul style="list-style-type: none">• Bâtiments tertiaires :<ul style="list-style-type: none">○ Espace de vente ou de stockage de commerces d'une surface supérieure ou égale à 400 m²○ Parkings couverts, tous secteurs (parking couvert des bâtiments résidentiels y compris)○ Etablissement sportifs (hors bureaux)
Travaux concernés	Fourniture et mise en place de tubes à LED de diamètre T8 à éclairage hémisphérique de 1,2 ou 1,5 m avec ou sans dépose du ballast
Conditions de validation	<ul style="list-style-type: none">• Mise en place réalisée par un professionnel• Efficacité lumineuse (flux lumineux total sortant du tube divisé par la puissance consommée par le système, auxiliaire d'alimentation compris) ≥ 100 lm/W ;• Angle d'ouverture $\geq 120^\circ$ et $< 220^\circ$;• facteur de puissance $> 0,9$ quelle que soit la puissance du tube• conformité à la norme EN 61 000-3-2 au niveau harmonique avec un taux de distorsion harmonique sur le courant inférieur à 25%

	<ul style="list-style-type: none"> • flux lumineux ≥ 3200 lm pour le remplacement d'un tube fluorescent de 1,5 m avec une puissance ≤ 32 W • flux lumineux ≥ 2200 lm pour le remplacement d'un tube fluorescent de 1,2 m avec une puissance ≤ 22 W • durée de vie supérieure ou égale à 40000 heures avec une chute de flux lumineux ≤ 30 %.
--	---

Cas de l'industrie

Critères	Descriptions
Type de bâtiment	<ul style="list-style-type: none"> • Bâtiments industriels (hors bureaux)
Travaux concernés	Fourniture et mise en place de tubes à LED de diamètre T8 à éclairage hémisphérique de 0,6 m, 1,2 m ou 1,5 m avec ou sans dépose du ballast
Conditions de validation	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place réalisée par un professionnel • Efficacité lumineuse (flux lumineux total sortant du tube divisé par la puissance consommée par le système, auxiliaire d'alimentation compris) ≥ 100 lm/W ; • Angle d'ouverture $\geq 120^\circ$ et $< 220^\circ$; • facteur de puissance $> 0,9$ quelle que soit la puissance du tube • conformité à la norme EN 61 000-3-2 au niveau harmonique avec un taux de distorsion harmonique sur le courant inférieur à 25% • flux lumineux ≥ 3200 lm pour le remplacement d'un tube fluorescent de 1,5 m avec une puissance ≤ 32 W • flux lumineux ≥ 2200 lm pour le remplacement d'un tube fluorescent de 1,2 m avec une puissance ≤ 22 W • flux lumineux ≥ 1000 lm pour le remplacement d'un tube fluorescent de 0,6 m avec une puissance ≤ 10 W • durée de vie supérieure ou égale à 40000 heures avec une chute de flux lumineux ≤ 30 %.

D) Luminaires d'éclairage général à modules LED

Critères	Descriptions
Type de bâtiment	<ul style="list-style-type: none"> • Bâtiments tertiaires
Travaux concernés	Fourniture et mise en place d'un luminaire d'éclairage général à modules LED. On entend par « éclairage général » un éclairage uniforme d'un espace sans tenir compte des nécessités particulières en certains lieux déterminés. Les installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion ne sont pas éligibles.
Conditions de validation	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place réalisée par un professionnel • Durée de vie calculée à 25°C $\geq 50\,000$ heures avec une chute de flux lumineux $\leq 30\%$ (et $\leq 20\%$ à compter du 1/4/2019) ; • efficacité lumineuse (flux lumineux total sortant du luminaire divisé par la puissance totale du luminaire, auxiliaire d'alimentation compris) <ul style="list-style-type: none"> ○ ≥ 90 lm/W jusqu'au 31/3/2019 ○ ≥ 90 lm/W pour les luminaires avec indice de protection aux chocs (IK) égal à 10 (à compter du 1/4/2019) ○ ≥ 120 lm/W pour les autres luminaires (à compter du 1/4/2019) • Conditions supplémentaires à compter du 1/4/2019 : <ul style="list-style-type: none"> ○ Facteur de puissance $> 0,9$ quelle que soit la puissance ○ Conformité à la norme EN 61 000-3-2 au niveau harmonique avec un taux de distorsion harmonique sur le courant inférieur à 25% ○ Groupe de risque « 0 » selon la norme NF EN 62471 – Sécurité photobiologique des lampes et des appareils utilisant des lampes ;

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Le luminaire est pré-équipé pour la régulation automatique par gradation de puissance en fonction de l'éclairage du local dès lors que cet éclairage est possible ○ La mise en place fait l'objet d'une étude préalable de dimensionnement de l'éclairage effectuée, datée et signée par un professionnel ou un bureau d'étude, et datée et signée par le bénéficiaire. Cette étude dresse l'état des lieux des équipements en place avant rénovation, identifie les besoins afin de garantir le bon éclairage général des locaux et la maîtrise des consommations d'énergie dans le respect des exigences réglementaires, indique les caractéristiques, le nombre et l'implantation des nouveaux luminaires, indique la puissance installée par m² de surface utile éclairée et dimensionne les économies d'énergie attendues. Le professionnel ou le bureau d'étude dispose d'une qualification « RGE étude » dans le domaine de l'éclairage
--	--

E) Luminaires à modules LED pour l'éclairage d'accentuation

Critères	Descriptions
Type de bâtiment	<ul style="list-style-type: none"> • Bâtiments tertiaires
Travaux concernés	Fourniture et mise en place d'un éclairage d'accentuation LED (lampe LED ou luminaire à modules LED)
Conditions de validation	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place réalisée par un professionnel • durée de vie <ul style="list-style-type: none"> ○ ≥ 25 000 heures pour les lampes ; ○ ≥ 50 000 heures pour les luminaires • chute de flux lumineux ≤ 30 % pour la durée de vie annoncée • efficacité lumineuse (flux lumineux total sortant du produit divisé par la puissance du produit, auxiliaire d'alimentation compris) ≥ 65 lm/W pour les luminaires et > 60 lm/W pour les lampes

Prime économies d'énergie d'EDF :

Actions	Prime économies d'énergie
Lampe à LED de classe A+	12 €/lampe
Luminaire LED (surfaces commerciales)	40 €/luminaire (avec ou sans dispositif de gestion)
Tubes à LED à éclairage hémisphérique	15 €/tube (tertiaire & industrie pour chaque longueur de tube de l'offre et avec ou sans suppression du ballast)
Luminaires d'éclairage général à modules LED	40 €/luminaire (avec ou sans dispositif de gestion)
Luminaires à modules LED pour l'éclairage d'accentuation	20 €/luminaire (avec ou sans dispositif de gestion)

Mise en œuvre opérationnelle de l'offre Eclairage pros:

La mise en œuvre de l'offre s'appuie sur les Conditions Générales du contrat de partenariat installateur Partenaire Agir Plus d'EDF.

Les différents articles de ces dernières sont complétés par les éléments suivants qui précisent et détaillent les critères d'éligibilité de l'offre.

3 ELEMENTS COMPLEMENTAIRES DES CONDITIONS GENERALES SPECIFIQUES A L'OFFRE ECLAIRAGE PROS

3.1 Complément de l'article 3 des CG : zones d'intervention, compétences métiers et assurances professionnelles

L'Entreprise :

- doit justifier de la qualification Qualif'Elec adéquate aux chantiers réalisés (Installation électriques, Logement commerce petit tertiaire, Moyen Gros Tertiaire Industrie) ;
- s'engage à ce que la lampe et/ou le luminaire usagé récupéré par le partenaire soit collecté par l'éco-organisme Recylum ;
- s'engage tout au long de son partenariat avec EDF Réunion à se conformer à des principes de qualité du service rendu au client de ces équipements ;
- a souscrit aux assurances professionnelles nécessaires à l'exercice de son activité ;
- est averti des responsabilités professionnelles qui lui incombent (notamment celles qui s'appliquent en cas de sous-traitance de leurs chantiers), et des particularités de l'électricité et l'éclairage qu'elles installent ;
- se conforme aux règles et prescriptions attachées aux travaux qu'il réalise (règles de l'art, règles de sécurité dont notamment « travail en hauteur », DTU, Avis Techniques, préconisations fournisseur des éclairages...) ;
- Est à jour de ses obligations sociales et fiscales ;
- manifeste sa volonté de contribuer durablement, activement et directement au développement de la filière éclairage à l'île de La Réunion, avec un souci permanent de qualité. doit transmettre chaque année les documents suivants :
 - o Une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité
 - o Une attestation d'assurance décennale en cours de validité
 - o Attestation Qualif'Elec en cours de validité

En cas de sous-traitance, l'Entreprise doit :

- faire appel exclusivement à des installateurs qualifiés pour la pose d'éclairage ;
- réclamer auprès du ou des installateurs une attestation indiquant qu'il(s) soi(en)t à jour de leurs cotisations sociales, fiscales et parafiscales.
- remettre copie à EDF de tous les documents prouvant les compétences métiers, assurance, et attestation fiscale des installateurs recrutés pour les travaux d'installations d'un éclairage.

3.2 Complément de l'article 4 des CG : information, formation et communication

A l'adhésion, l'Entreprise recevra une formation dispensée par l'animateur filière EDF sur les enjeux énergétiques de la Réunion, sur le partenariat Installateur Agir Plus d'EDF, sur le montage des dossiers permettant le versement de la Prime économies d'énergie. Tous les documents nécessaires au bon fonctionnement du partenariat seront remis à l'installateur à la signature de la convention ;

L'Entreprise sera formée par EDF à l'utilisation de l'outil de pilotage extranet permettant le dépôt des dossiers quand celui-ci sera opérationnel pour l'offre Eclairage pros.

3.3 Complément de l'article 5 des CG : démarche commerciale

Mécanisme général de mise en œuvre de l'offre Brasseur d'air par les parties

L'Entreprise:

- dispose d'un délai de 48 h pour rappeler le client après réception d'une demande de devis ;
- expose à son client l'offre Eclairage pros et les conditions d'attribution de la Prime économies d'énergie correspondante ;
- préconise du matériel répondant au besoin du client et conforme aux critères techniques de l'offre Eclairage pros ;
- présente, sous huit (8) jours maximum, un devis détaillé à son client en faisant apparaître clairement la Prime économies d'énergie, son montant à déduire ainsi le cas échéant que ses modalités de calcul, fait signer le devis à son client ainsi qu'une attestation sur l'honneur (signée bénéficiaire de l'opération) ;
- réalise les travaux en respectant les conditions de l'article 3.4 des présentes Conditions d'Application puis signe elle-même l'attestation sur l'honneur. La date de signature doit être postérieure à la réalisation des travaux ;

- met en service l'installation en respectant les conditions de l'article 3.5 ;
- constitue le dossier client pour obtenir le remboursement des Primes économies d'énergie, dans le respect de l'article 3.7.

Clients concernés et critères techniques :

Les travaux susceptibles d'être réalisés sont à minima conformes aux exigences des fiches d'opérations standardisées CEE suivantes :

- BAT-EQ-116 : Lampe à LED de classe A+ (France d'outre-mer),
- BAT-EQ-126 : Lampe ou luminaire à module LED pour l'éclairage d'accentuation
- BAT-EQ-127 : Luminaire d'éclairage général à modules LED
- BAT-EQ-111 : Luminaires à modules LED pour surfaces commerciales
- BAT-EQ-132 : Tubes à éclairage hémisphérique
- IND-BA-115 : Tubes à LED à éclairage hémisphérique

Le détail de ces fiches est disponible sur le site du ministère en charge de l'environnement.

Ils sont par ailleurs détaillés dans l'article 2.

Primes économies d'énergie :

EDF verse une Prime économies d'énergie, soutien public versé par EDF permettant de prendre en charge tout ou partie du surcoût de ce type de matériel. Cette prime pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de La Réunion en application de la délibération CRE du 2 février 2017 intègre et complète la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie en fonction du type de pose et de la catégorie de client. Chaque prime est à répercuter intégralement par l'Entreprise sur le devis et la facture du client pour toute installation d'un éclairage pro dans les conditions de l'offre.

Le montant des Primes économies d'énergie est fondé sur la prime optimale définie dans le cadre de compensation de la Réunion validé par le comité MDE pour les actions cités dans l'article 1. Elle est différenciée selon la surface isolée comme indiqué dans l'article 2.

La Prime économies d'énergie est destinée à l'investisseur (promoteurs immobiliers, particuliers, entreprises ou collectivités).

En règle générale, la participation financière d'EDF ne s'applique pas aux bâtiments résidentiels, tertiaires, industriels bénéficiant d'une subvention financière de l'ADEME. Néanmoins il peut y avoir des exceptions dans certains cas particuliers. Une convention spécifique avec des niveaux de Primes économies d'énergie adaptées pourra être établie entre EDF et le bénéficiaire.

La prime économies d'énergie est répercutée intégralement par l'Entreprise sur le devis et la facture du client pour toute installation d'un brasseur d'air dans les conditions requises. Cette prime, pour l'acquisition d'équipement permettant des économies d'énergies n'est à ce titre pas soumise à TVA. Elle sera donc déduite du montant TTC de la facture quand la TVA n'est pas déductible ou du montant HT dans le cas contraire.

La Prime économies d'énergie ne peut être attribuée qu'une fois pour une installation donnée et elle ne pourra être réattribuée pour un nouvel équipement qu'à l'issue de la période correspondant à la durée de vie du précédent équipement primé :

- Durée de vie pour un brasseur d'air : **9 ans**

Un bilan périodique des résultats obtenus sera réalisé entre EDF et les partenaires Agir Plus d'EDF. Le montant de la Prime économies d'énergie est susceptible d'évoluer en fonction de l'efficacité de cette prime.

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif, l'Entreprise s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel qu'elle serait amenée à connaître dans le cadre de l'exécution de la présente convention. A l'exception de la transmission à EDF notamment au travers des pièces justificatives, l'Entreprise s'engage à ne les divulguer en aucun cas, sous aucune forme, à quiconque.

3.4 Complément de l'article 6 des CG : réalisation des travaux

L'Entreprise s'engage à :

- concevoir et installer les éclairages dans les règles de l'art et le respect de la réglementation (respect de la norme NF- C15-100, respect des préconisations des constructeurs)
- à informer EDF par tous moyens de la date de début des travaux afin d'organiser des visites de contrôle en cours du chantier.
- respecter les délais convenus avec le client et réaliser les travaux devront dans un délai de 12 mois suivant la signature du devis. Passé ce délai EDF ne garantira plus le remboursement de la Prime économie d'énergie.

3.5 Complément de l'article 7 des CG : livraison – mise en main – entretien

L'Entreprise s'engage à :

- procéder à la réception des travaux (après avoir fait les réglages et la mise en service) en présence du client et en lui expliquant le fonctionnement ;
- assurer au client une garantie minimale de 1 an (pièces et main d'œuvre) sur le luminaire posé et intervenir sous 48 heures ouvrables ;
- à tenir EDF informée du déroulement de l'opération, et des réactions éventuelles des utilisateurs quant à leur satisfaction sur l'opération menée et les matériels posés ;
- Assurer la récupération et le traitement conforme des déchets issus de l'activité (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques,...).
- informer des clients des autres possibilités permettant de faire des économies d'énergies (climatisation de classe A+++, conseil sur le bâti, éclairage performant, chauffe-eau solaire, etc...) ;
- informer les clients du passage éventuel d'un auditeur mandaté par EDF, après travaux, pour le contrôle de l'installation.

3.6 Complément de l'article 8 des CG : Qualité des travaux / suivi des travaux et satisfaction client

Des contrôles sur site concernant au moins 5 % des installations frigorifiques annuelles de l'Entreprise seront réalisés par un auditeur désigné par EDF. Les contrôles seront effectués selon les modalités du cahier des charges validé par le comité MDE de la Réunion. Ce contrôle sera mis en place en continu par EDF sur la base des informations transmises au fil de l'eau via l'outil extranet. Il portera notamment sur les points suivants :

- cohérence entre les éléments mentionnés dans les factures et ceux réellement présents sur l'installation ;
- non-respect des critères techniques de l'offre ;
- niveau d'éclairage insuffisant selon les normes
- pas de contrat de maintenance proposé ;
- respect des délais travaux.

Dans le cas où les contrôles révéleraient des réserves (au sens des définitions des Conditions Générales), l'Entreprise en sera informée et devra tout mettre en œuvre pour la mise en conformité des installations, dans la semaine suivant la notification des réserves. Des contre-visites pourront être exigées par EDF.

Le remboursement de la Prime économie d'énergie ne sera réalisé qu'après la mise en conformité des installations, sauf dans le cas où une réserve majeure porte sur l'impossibilité de bénéficier de la Prime économie d'énergie pour lequel celle-ci ne sera pas remboursée à l'Entreprise (dans le cas où la Prime économie aurait déjà été versée, le partenaire s'engage à la rembourser).

Si l'installation a été modifiée par le client postérieurement aux travaux, la responsabilité de l'Entreprise ne sera pas engagée.

Le résultat de ce contrôle pourra également conditionner la poursuite par EDF, du partenariat avec l'Entreprise.

3.7 Complément de l'article 9 des CG : Transmission de documents : procédure de constitution de dossiers de demande de CEE :

Constitution des dossiers par l'Entreprise

Pour chaque client, un dossier Eclairage pros complet est composé des éléments comme décrit dans le tableau ci-dessous :

Eléments du dossier Client	
<p>Le devis ou le marché de l'installation conforme à la législation en vigueur mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse des travaux ; - la Prime économies d'énergie suivi de « soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Réunion intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie », du montant unitaire exprimé en €, et du montant total de la prime. - la nature, la quantité, la marque et le modèle des matériels posés - les mentions obligatoires associées aux fiches CEE valorisées. - les mentions: « bon pour accord » ou « devis accepté le », la date d'engagement et la signature du client obligatoirement manuscrites avec le cachet du client si c'est une personne morale. 	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Si le chantier fait l'objet d'une sous-traitance :</p> <p><u>*le sous-traitant est connu à la création du devis :</u> Ajouter sur le devis : « Le client est informé que les travaux seront sous-traités à l'entreprise xxxxx dont le numéro d'immatriculation est xxxx et la référence RGE est yyyy» (obligatoire pour les clients personnes physiques).</p> <p><u>*le sous-traitant n'est pas connu à la création du devis mais fait partie d'une liste définie de sous-traitant :</u> Ajouter sur le devis : « Le client est informé que les travaux seront sous-traités à l'une des entreprises mentionnées ci-après » suivi de la liste des entreprises avec leurs numéros d'immatriculation et leur référence RGE (obligatoire pour les clients personnes physiques).</p> <p><u>*le sous-traitant n'est pas connu à la création du devis :</u> Le partenaire ou l'entreprise titulaire du marché fait signer à son client pour acceptation en amont des travaux (au plus tard le jour de la réalisation) un document dans lequel il fait part de son intention de sous-traiter tout ou partie des travaux et précise l'entreprise sous-traitante et ses domaines de qualifications (dont RGE si les travaux l'exigent).</p>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>L'attestation sur l'honneur renseignée et signée par L'Entreprise et le client. La date d'engagement de l'opération est la date d'acceptation de réalisation de l'opération (ex : date du devis ou du bon de commande). La date de signature du partenaire est postérieure à la réalisation des travaux. Attention ce document équivaut à un CERFA et ne doit en aucun cas être modifié.</p>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>la facture client conforme à la législation en vigueur mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse des travaux ; - la Prime économies d'énergie suivi de « soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Réunion intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie », du montant unitaire exprimé en €, et du montant total de la prime. - la nature, la quantité, la marque et le modèle des matériels posés - les mentions obligatoires associées aux fiches CEE valorisées. - la présence ou pas d'un dispositif de gestion de l'éclairage - les mentions: « bon pour accord » ou « devis accepté le », la date d'engagement et la signature du client obligatoirement manuscrites avec le cachet du client si c'est une personne morale. 	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Pour chaque matériel mis en œuvre, l'entreprise transmet la fiche technique et/ou tous autres documents permettant de justifier de l'éligibilité du matériel.</p>	<input checked="" type="checkbox"/>

Transmission des dossiers par l'Entreprise

Les dossiers complets sont constitués puis transmis par l'Entreprise à EDF via l'outil de pilotage (extranet) au plus tard dans les trente (30) jours suivant la date de fin des travaux. Passé ce délai, la Prime économies d'énergie correspondante ne pourra plus être réclamée par l'Entreprise à EDF.

Tout dossier incomplet, comportant des ratures ou modifications apparentes, ou présentant des non-conformités par rapport aux attentes ne sera pas accepté et n'ouvrira donc pas droit à remboursement.

Les dossiers non conformes feront l'objet d'une information transmise à l'Entreprise par EDF via l'outil de pilotage indiquant la (les) non-conformité(s) à corriger sous un délai de dix (10) jours ouvrés.

L'Entreprise s'engage à monter des dossiers de qualité. Ainsi, EDF se réserve le droit de refuser de valider tout dossier ayant été déjà refusé trois (3) fois pour causes de pièces incomplètes ou invalides.

EDF s'engage à valider chaque dossier dans un délai de trente (30) jours suivant la réception de l'ensemble des pièces conformes.

Transmission des documents justificatifs spécifiques aux opérations

L'Entreprise établit une facture mensuelle récapitulative des Primes économies d'énergie avancées correspondante aux dossiers Eclairage Public complets déposés et validés par EDF, qu'il doit scanner et déposer au plus tard le dix (10) du mois M+1 sur le portail extranet partenaire.

La facture devra :

- porter précisément et exclusivement sur les dossiers validés,
- mentionner le numéro du Bon de Remboursement affecté lors de chaque saisie dans le portail extranet partenaire.
- faire apparaître distinctement la Prime économies d'énergie. La Prime économies d'énergie, en tant qu'aide à l'acquisition d'équipement permettant des économies d'énergies n'est pas soumise à TVA.
- mentionner toute taxe additionnelle.

Au regard du suivi comptable mis en place par EDF, une régularité de la facturation de l'Entreprise est indispensable.

Dans tous les cas, le paiement effectif des Primes économies d'énergie et par conséquent le maintien du partenariat sera conditionné par les résultats des contrôles comme définis à l'article 8 des Conditions générales.

La dépense afférente est mandatée et liquidée par EDF qui engage le paiement à trente (30) jours à date de réception de facture par virement bancaire sur le compte de l'Entreprise.

L'Entreprise transmet directement la facture originale mensuelle récapitulative des primes Economies d'Energie **sans TVA** à :

EDF Service Efficacité Energétique
8 Avenue Georges Brassens
CS 62009
97744 SAINT-DENIS MESSAG CEDEX
A l'attention de Vanessa BOISDEDU

L'Entreprise devra signaler à son interlocuteur EDF toute modification de SIRET afin de mettre à jour le système de comptabilité et ainsi garantir le paiement des primes

Important :

Dans le cadre de ses relations commerciales permanentes avec les consommateurs d'électricité, EDF est susceptible de passer des conventions de partenariat MDE directement avec ses clients. Ces conventions peuvent également inclure le versement des Primes économies d'énergie pour les travaux décrits dans les présentes conditions d'application.

Il est entendu que des travaux faisant déjà l'objet de versement des Primes économies d'énergie au travers d'une convention de partenariat MDE passée directement entre EDF et le client ne pourront être repris et intégrés par l'Entreprise dans le cadre du contrat de « Partenaire EDF ».

Afin d'éviter ce risque de « doublon » sur notamment l'attribution de la prime, l'Entreprise doit vérifier auprès de son client que celui-ci n'a pas déjà signé une convention MDE avec EDF portant sur le versement des Primes économies d'énergie pour des travaux de l'offre Eclairage Pros.

Pour toute installation qui serait réalisée sur des bâtiments résidentiels et tertiaires, l'Entreprise devra au préalable communiquer à EDF si le client final bénéficie d'une aide par exemple du FEDER, de la REGION REUNION ou de l'ADEME. Cette information sera impérativement communiquée avant la réalisation du devis par l'Entreprise.

3.8 Complément de l'article 10 des CG : Autorisation d'utilisation des visuels EDF :

EDF Réunion est propriétaire de tous les supports, logotypes (charte « Installateur Partenaire EDF » et supports publicitaires), slogans des campagnes de communication liées à l'opération et pourra à la demande des adhérents signataires les autoriser à utiliser ces supports pour des opérations commerciales ou des communications conformes à la Charte « Installateur Partenaire EDF » (insertion du logo de la charte sur papier à en-tête, devis, marquage sur véhicule, etc.).

Dans tous les cas de figure, toute utilisation par l'Entreprise des supports après une demande écrite adressée à EDF Réunion devra faire l'objet d'un accord écrit par EDF Réunion

3.9 Complément de l'article 15 des CG : Suspension et résiliation du contrat

Le taux de réserve mineure est de 20 % des dossiers contrôlés. Au-delà de ce taux, EDF pourra résilier le contrat de partenariat.

Pour les réserves majeures,

- La **première** réserve majeure constatée entraînera l'émission d'un courrier d'avertissement ;
 - La **deuxième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de trois (3) mois ;
 - La **troisième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de six (6) mois
- La **quatrième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée d'un (1) an ;

Toute réserve relevant d'une fraude manifeste entraînera la résiliation du contrat de partenariat.